





Numéro **#4**

# édito

Que du chemin parcouru depuis le séminaire du lancement du projet « Société Civile et Démocratie Participative » en avril 2018 ! Une réelle dynamique, nonobstant les diverses contraintes, est lancée grâce à l'implication des associations relais, des associations de femmes, des associations de jeunes, mais aussi des Collectivités territoriales qui ont adhéré et ont fait l'effort d'accepter de mener les expérimentations en matières d'espaces de concertation locale, de budget sensible au genre...etc.

Nous savons que le chemin de la démocratie locale est sinueux et plein d'embûches et enjeux, de réserves et de résistance de part et d'autres. La voix de la sagesse nous rappelle que nous devons utiliser notre intelligence collective pour mener un vrai dialogue territorial qui doit s'inscrire dans le long terme et devenir un acquis, jalonnant la voie majestueuse à intéresser les citoyennes et citoyens et leurs différentes organisations à la chose locale.

Le principal enseignement est que nous apprenons collectivement de ce processus collaboratif entre les différentes forces locales.

Nos vifs remerciements à toutes les Collectivités locales (élu-e-s et fonctionnaires) et toutes les associations partenaires impliquées dans cette dynamique si complexe, mais si prometteuse. Je ne pourrais oublier l'équipe du consortium qui gère le projet et qui s'investi pour lever le défi. C'est un défi collectif, j'ai failli oublier de le rappeler !

Bonne lecture



**Abderrazak EL HAJRI**  
Directeur M&D



نشرة إخبارية  
BULLETIN D'INFORMATION

Semestriel d'information du projet Société Civile et Démocratie Participative.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Association Migrations & Développement (M&D), chef de file, et de ses partenaires, l'Association Femmes du Sud (AFS) et le Forum des Initiatives des Jeunes (FIJ), et ne reflète nullement les opinions de l'Union européenne.

Directeur de la publication :  
Abderrazak EL HAJRI

Coordination :  
Mohamed MANSOUR  
Mohamed ID HAMED

Conception et mise en page :  
Mohamed HAMDANE

## Dans ce numéro

**Séminaires provinciaux, une tentative citoyenne d'institutionnaliser des espaces multi-acteurs ..... 3**

**Radios Associatives : Un mécanisme de diffusion des valeurs de la citoyenneté et des principes de la démocratie participative ..... 4**

**Dispositifs concertatifs, un mécanisme d'activation de la démocratie participative ..... 5**

**Comment appliquer le principe de la démocratie participative ? Et pourquoi les femmes doivent-elles adhérer à ce processus ? ..... 6**

**Intégration de la dimension genre dans les budgets communaux : L'initiative porte ses fruits ..... 7**

**Par les jeunes, pour les jeunes, et avec les jeunes... Les actions se poursuivent ! ..... 8**

# Séminaires provinciaux, Une tentative citoyenne d'institutionnaliser des espaces multi-acteurs

Dans le cadre du projet « Société Civile et Démocratie Participative », l'année 2019 a été marquée par l'organisation de séminaires provinciaux qui ont réuni plusieurs participant-e-s intéressé-e-s par le débat public et le dialogue territorial entre les différents acteurs. Ces séminaires ont donné l'occasion de recueillir les différents angles d'approche et d'analyse suivants les thématiques traitées.



## Les jeunes et les politiques publiques régionales

23  
Juil 19

Agadir

Siège de la Région Sous Massa

Cela visait à renforcer le débat public dans la région sur le positionnement de la jeunesse dans les politiques publiques régionales, notamment mettre un focus sur l'expérience de l'Instance Consultative des Jeunes et de l'Avenir du Conseil Régional de Sous Massa et d'autres expériences.

En partenariat avec:

Instance Consultative des Jeunes et de l'Avenir du Conseil Régional de Sous Massa, Bureau Moucharaka Mouwatina, Coopération Technique Allemande (GIZ);



211 participant-e-s dont 55 femmes



## Systèmes Oasiens : Problématiques et défis de développement territorial dans la Province de Tata

16  
Nov 19

Tata

Siège de la Province de Tata

Les changements climatiques contribuent de façon extrêmement rapide au changement du système oasien. Il est temps alors de mener des interventions horizontales en concertation autour de ses problématiques concernant à la fois la terre et l'être humain.

En partenariat avec:

Préfecture de Tata, Forum Iffous de Démocratie et les Droits de l'Homme, Université Ibn Zohr;



59 participant-e-s dont 7 femme



## Politique de ville et rôles des acteurs

07  
Déc 19

Ait Melloul

Maison de quartier Mbarek Ou Omar

Parmi les résumés les plus importants de cette rencontre, la discussion autour de la politique de l'aménagement des territoires au Maroc qui tournait, il y a longtemps, entre des stratégies nationales et des visions locales visant le droit à la ville, mais limitant toujours la compétence des responsables des affaires locales.

En partenariat avec:

Centre Madinati de Formation et Média, Université Ibn Zohr;



52 participant-e-s dont 8 femmes



## Le code pénal et les libertés individuelles

29  
Nov 19

Agadir

Chambre de l'Agriculture d'Agadir

De manière audacieuse, ouverte et cachée, il existe encore des opinions contradictoires sur les libertés individuelles au sein de la société marocaine, des perspectives différentes et des traitements multiples... Depuis quand ces libertés ont-elles été liées à la tutelle? C'était le point de traitement le plus important lors de cette rencontre.

En partenariat avec:

Association Voix de Femmes Marocaines, Réseau Femmes, Solidaire;



149 participant-e-s dont 77 femmes



## Changements climatiques: Quelles mesures pour gérer l'excès et la pénurie des eaux

26  
Déc 19

Taroudant

Faculté Polydisciplinaire - UIZ

Les inondations survenues dans la région de Taroudant durant l'été 2019 ont été une véritable réponse à la question: le changement climatique est-il considéré comme un luxe ou une réalité de la vie? Aujourd'hui, les institutions publiques de la province de Taroudant doivent envisager des politiques publiques intégrées pour s'adapter à ces changements, notamment en matière de gestion de l'eau.

En partenariat avec:

Conseil Provincial de Taroudant, RARBA Coordination de Taroudant, Faculté Polydisciplinaire de Taroudant - UIZ;



75 participant-e-s dont 21 femmes



## Un mécanisme de diffusion des valeurs de la citoyenneté et des principes de la démocratie participative

L'émergence des radios associatives au Maroc est liée aux besoins des citoyens, tenant compte de son importance et de son rôle dans la détection de la réalité sociale et la transmission de la voix des citoyens et des citoyennes aux décideurs et aux institutions concernées. Par conséquent, il est récemment constaté une augmentation notable de nombre de ces radios, en particulier dans les zones rurales qui souffrent d'une grande fragilité et isolement.

A cet effet, il a été créé selon l'initiative des acteurs de la société civile. Ces radios associatives sont souvent gérées par des associations locales afin de diffuser les informations autour de leurs activités qui visent le développement de leurs territoires et les populations locales. C'est pour cela que ces radios sont appelées radio de proximité car elles traitent des enjeux et de l'actualité locale.

Les radios associatives jouent donc un rôle important, notamment dans l'encadrement des citoyens et des citoyennes pour mieux appréhender leur devoir de citoyenneté et leur participation active dans la société, elles contribuent également à faciliter l'accès au journalisme de proximité aux personnes qui ont peu de moyens pour accéder aux médias nationaux pour exprimer leurs préoccupations et leurs intérêts.

Dans ce contexte, la radio associative est considérée comme un outil pour promouvoir la démocratie par le dialogue entre les différents acteurs. Elle est un moyen efficace pour favoriser la participation et la contribution de la société civile, dont les femmes et les jeunes et particulièrement dans le milieu rural, et ainsi formuler des solutions appropriées à leurs besoins tout en renforçant la maîtrise de leur environnement et en se connectant au processus de développement.

Cette radio sera l'occasion aux citoyens d'exprimer leurs opinions et leurs intérêts et ainsi contribuer au suivi et évaluation des politiques publiques locales par le débat.



Consciente de l'importance et du rôle des radios associatives pour la diffusion des valeurs de citoyenneté et des principes de la démocratie participative, Migrations & Développement et ses partenaires dans le cadre du projet "Société Civile et Démocratie participative" travaillent sur la mise en place de deux radios associatives dans la région de Sous Massa, la première destinée aux jeunes et la seconde aux femmes.

Deux studios se sont aménagés et équipés de moyens nécessaires. La première à la Maison du Développement à Taliouine qui sera mise en oeuvre par le Forum des Initiatives des Jeunes (FIJ), et la seconde au siège de l'Association des Femmes du Sud (AFS) à Ait Melloul qui sera gérée par l'association elle-même. Ces deux radios constitueront un espace pour les femmes et les jeunes dans la région du Sous-Massa, particulièrement du monde rural, pour s'exprimer autour de la chose locale, ainsi que mobiliser et sensibiliser les jeunes et les femmes dans leur domaine d'intervention.

Ces prochaines radios associatives seront officiellement lancées en 2020, tout en garantissant de l'accompagnement de proximité à leurs porteurs, ainsi que pour les différents bénévoles impliqués dans l'animation de ces deux webradios.

**Belaid Boumediane,**  
Animateur au pôle Gouvernance et Animation Territoriale, M&D



### 3 Sessions de formation

Trois modules de formation de renforcement des capacités dans le domaine des médias associatifs



### 24 Volontaires

24 animateurs et animatrices engagés comme volontaires dans les webradios

#### Radio Associative de Femmes

Installée à Ait Melloul, et destinée principalement au questions de femmes

#### Radio Associative de Jeunes

Installée à Taliouine, et destinée principalement au questions de jeunesse



### 2 Studios

Deux salles webradios aménagées et équipés



### 2 Sites internet

Sites web pour la diffusion en ligne des webradios



## Dispositifs de concertation, un mécanisme d'activation de la démocratie participative

La démocratie participative n'a jamais été un substitut à la démocratie représentative. Selon le document constitutionnel, la démocratie participative est considérée comme l'un des quatre fondements sur lesquels repose le système constitutionnel du Royaume du Maroc, qu'il a associé à la citoyenneté et au sentiment d'appartenance. C'est le cadre institutionnel à travers lequel la participation des citoyens, le dialogue et la concertation entre les différentes institutions intervenantes d'une part, et entre les associations, les ONG et les individus d'autre part, sont réalisés. Ceci dans le but d'améliorer les conditions de vie des femmes et des citoyens, de défendre leurs libertés, de leur permettre des droits fondamentaux et un développement qui respecte les conditions de la dignité, dans le cadre d'un État d'institutions. Un État qui adopte la dialectique de droit et de devoir, qui s'appuie sur une loi garantissant la participation, le pluralisme et la bonne gouvernance, et qui mis en place les piliers d'une société solidaire, dans laquelle tous jouissent de la liberté, de la dignité, de l'égalité, et des fondations d'une vie décente et de la justice sociale et territoriale.

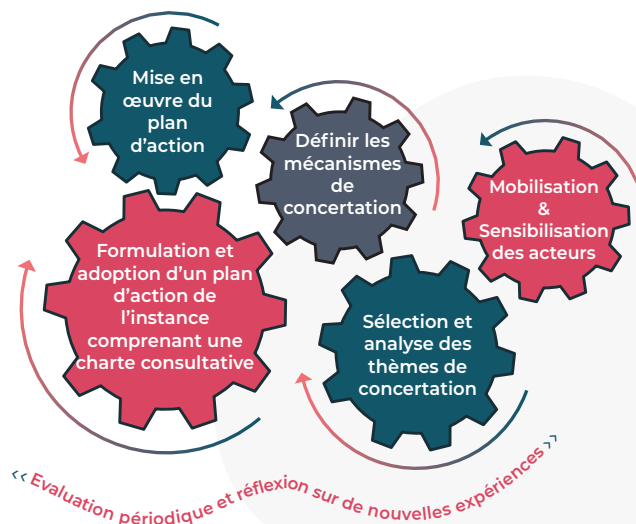
Dans le cadre de son projet "Société Civile et Démocratie Participative", et à travers une initiative de sa part afin d'intégrer les acteur-ice-s dans les débats publics et les politiques locales dans la région du Souss Massa, Migrations & Développement a travaillé aux côtés de 10 associations relais pour créer et animer des dispositifs de concertation au niveau de 20 communes territoriales de la région. Le but étant de faire engager les citoyen-e-s et les organisations de la société civile dans l'élaboration, suivi et évaluation des politiques publiques locales en créant et en activant des mécanismes de concertation locale, et en soutenant leur travail aux côtés des conseils élus en leur fournissant des avis consultatifs et des pétitions. Ceux-ci en vue d'expérimenter et de consolider une démocratie participative qui pourrait rétablir la confiance des citoyen-e-s dans les institutions élues.

**Mohamed Id Hamed**, Chargé du projet "Société Civile et Démocratie Participative", M&D

### Accompagnement des dispositifs de concertation en 2019

<b>10</b> OSCs relais accompagnées	<b>20</b> Communes bénéficiaires
<b>20</b> Dispositifs Consultatifs animés	<b>663</b> Participant-e-s dont <b>236</b> femmes
<b>+ de 20</b> Rencontres animées et sessions de formation pour renforcer les capacités des membres des espaces de concertation et des instances consultatives	

Le schéma ci-dessous montre les étapes de l'accompagnement des Dispositifs concertatifs concernés :





Crédit photo : Association Femmes du Sud

## Comment appliquer le principe de la démocratie participative? Et pourquoi les femmes doivent-elles adhérer à ce processus ?

**S**elon le principe de la démocratie participative, le pouvoir politique doit être partagé. L'idée principale est de renforcer la participation des citoyens et citoyennes à la prise de décision politique. Alors qu'au Maroc, jusqu'à ce jour, la plupart des décisions politiques sont encore prises par des hommes, même si l'égalité politique entre les deux sexes a été inscrite dans l'article 19 de la constitution marocaine de 2011. Selon la coordinatrice nationale du Mouvement pour la Démocratie Paritaire (MDP) : « *La représentativité féminine ne dépasse pas 37,61% dans les conseils régionaux, 4,32% dans les provinces et préfectures, 21,18% dans les communes, 11,66% dans la Chambre des conseillers et 20,5% dans la Chambre des représentants* ». <sup>(1)</sup>

Et c'est dans ce contexte que le projet « Société civile et démocratie participative : pour une implication renforcée au débat public et politique des acteurs et actrices du Souss Massa » (SCDP), a ciblé les femmes membres des associations suivantes :

- Association Femme pour le Développement et la Culture (Taddart, Anza)
- Association Alwafae Féminine pour le Développement (Tarrast, Inezgane)
- Association Titrite W'Ammele Féminine (Ammele, Tafraout)
- Association Tayafout n Tamounte pour le Développement et la Coopération (Tamanarte, Tata)
- Association Musulmane de Bienfaisance (Taroudant)
- Association Tamghart contre la Violence à l'égard de la Femme (Sidi Bibi, Chtouka Ait Baha)

D'une part, pour une bonne application du processus du principe de la démocratie participative, les citoyens et citoyennes doivent exprimer la volonté de s'engager dans le débat public comme les six associations citées.

D'autre part, ils/elles doivent aussi être sensibilisé.e.s aux outils de la démocratie participative afin de mieux les utiliser et aussi pour une bonne prise de conscience de leur rôle dans le système politique. Et c'est dans cette logique aussi qu'entre Juin et Décembre 2019, 11 ateliers de sensibilisation ont été lancés par les associations sur les thématiques des droits des femmes, la politique publique et l'approche genre.

Plus de 300 femmes ont alors acquises comment utiliser les outils de la démocratie participative, comme les pétitions, le comité de parité...etc. Ainsi, elles ont pris conscience de leur responsabilité citoyenne, dont elles sont les actrices politiques principales et par conséquent peuvent et doivent intervenir.

Afin de mieux mesurer le vrai impact des actions, une évaluation professionnelle est en cours jusqu'à fin du projet. Mais d'après les premières observations de l'Association Femmes du Sud (AFS), les ateliers se sont déroulés avec succès : Toutes les associations concernées se sont engagées à la vulgarisation des notions du processus de la démocratie participative.

Lors des ateliers de sensibilisation AFS a rencontré aussi des femmes engagées prêtes à participer plus dans la politique locale. Par exemple quelques participantes ont déjà mis en pratique les outils de la démocratie participative, mais sans un bon savoir-faire (Exemple : Lancement d'une pétition de revendication d'un moyen de transport scolaire non aboutie, faute de suivi et du savoir-faire...). En plus le nombre des participantes a dépassé le nombre attendu.

En même temps, le processus de la démocratie participative ne s'arrête pas avec la fin du projet : Il demande un grand effort de la part des femmes et des associations pour le suivi. En général ce processus prend beaucoup de temps puisque tous les acteurs et toutes les actrices (civil.e.s, administratif.ve.s, politiques, économiques, académiques, médiatiques...) doivent intérioriser le principe. Donc le défi c'est la mise en pratique de la démocratie participative et l'intégration de l'approche genre pour instaurer un vrai développement durable.



Carina Göttmann,  
Stagiaire de l'Association Femmes du Sud

<sup>(1)</sup> Extrait de l'interview de Khadija Rebbah par "LesEco.ma", le 8 mars 2017



## Intégration de la dimension genre dans les budgets communaux : L'initiative porte ses fruits

Le Maroc accorde une importance particulière à l'intégration de la dimension genre dans le budget en tant qu'outil permettant le renforcement de la transparence et de la performance des politiques publiques ainsi que la réduction des disparités liées au genre. Ceci a amené Migrations & Développement et les membres du consortium à lancer une initiative régionale pour l'intégration de la dimension genre dans la programmation des budgets des collectivités territoriales, ainsi que dans les étapes de suivi et d'évaluation afin qu'elles puissent répondre de manière équitable aux différents besoins de la population.

Des missions d'accompagnement de terrain ont été mise en place juste après les ateliers de sensibilisation, de mobilisation et de formation, organisés entre le 11 et le 13 octobre 2019, au profit des élus et fonctionnaires de 12 collectivités avec la participation des représentantes des associations de femmes. Ces missions visaient à mobiliser et à sensibiliser les acteurs locaux sur l'importance de l'intégration de l'approche genre dans la planification budgétaire, et de les former sur la démarche de la budgétisation sensible au genre.

Ces 12 Communes territoriales ont été ciblées à travers des ateliers d'accompagnement de proximité organisés dans leurs locaux, qui visaient à les appuyer dans l'opérationnalisation de la démarche méthodologique pour élaborer des budgets sensibles au genre.

### PROCESSUS D'ACCOMPAGNEMENT ▾



### DONNÉES SUR LA PARTICIPATION ▾



Equipe du projet "Société Civile et Démocratie Participative"  
Migrations & Développement (M&D)

**11** Communes accompagnées + **1** Conseil Provincial accompagné



Géolocalisation des communes et conseils accompagnés dans la région Souss Massa

### QUELQUES PHOTOS DE LA FORMATION BSG À AGADIR LES 11, 12 ET 13 OCTOBRE 2019



Par les jeunes,  
pour les jeunes,  
et avec les jeunes...

## Les actions se poursuivent !



**D**epuis le lancement du projet “Société Civile et Démocratie Participative”, Migrations & Développement et ses partenaires accordent un sérieux intérêt à l’insertion effective des jeunes dans les actions déployées au sein du projet, et reste l’objet de grandes préoccupations.

Ces catégories de population font l’objet de nombreuses politiques publiques locales et nationales et en sont également impactées. Et parce que nous croyons en les capacités des jeunes, il est devenu nécessaire de leur prêter attention, de les suivre et de les placer dans nos responsabilités. Nous travaillons en étroite collaboration avec les associations impliquées dans la dynamique du projet, afin de sensibiliser et d’améliorer les connaissances et les compétences des jeunes en organisant divers ateliers, tant dans des lycées, des maisons de l’étudiant, des maisons de quartiers ou divers autres espaces.

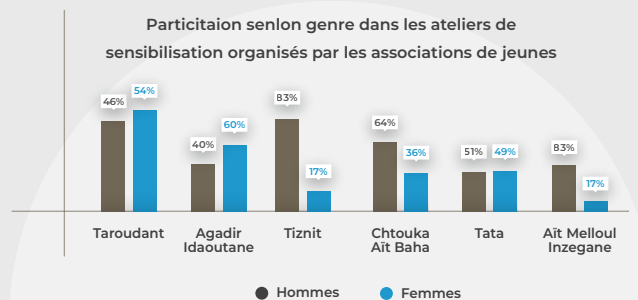
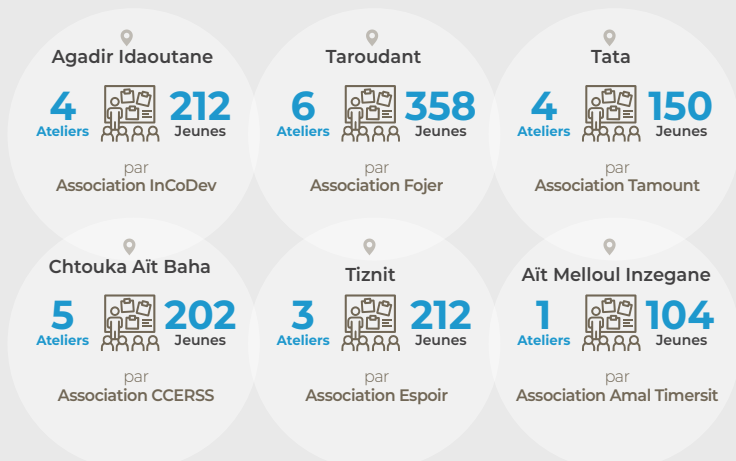
À travers les partages de savoirs et d’expériences entre les jeunes, ces ateliers de proximité ont été l’occasion de discuter de leurs intérêts et d’acquérir de nouvelles compétences qui leur permettraient de renforcer leurs connaissances et leurs compétences dans un ensemble de domaines qui concernaient particulièrement les thématiques de la démocratie, de la participation citoyenne et des Droits de l’Homme. Ils ont connu une participation importantes dans les zones urbaines et rurales, avec 1238 jeunes. Cette expérience a donné de bons résultats, qui se reflètent dans l’engagement de nos jeunes.

Résultat! Des jeunes engagés et envie de transmettre leurs acquis à d’autres, et qui prennent part aux différents processus de participation citoyenne.



Crédits photos : Forum des Initiatives des Jeunes

### CHIFFRES-CLÉS /ATELIERS ORGANISÉS ▼



Equipe du projet “Société Civile et Démocratie Participative”  
Migrations & Développement (M&D), Forum des Initiatives des Jeunes (FIJ)